

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 avril 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 19

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Ajustement du
tableau des effectifs

 Original
■ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

N° Enregistrement : CC.2016.044

Date de la convocation :
Le 05/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 AVR. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 AVR. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MAURIN,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondants à l'emploi créé. Elle autorise l'établissement à pourvoir au recrutement par un agent contractuel si le recrutement ne peut s'effectuer par voie statutaire. Dans ce cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

L'assemblée délibérante fixe l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Vu l'avis préalable du Comité Technique du 21 mars 2016,

1/ TRANSFORMATION DE POSTE AVEC MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Pour la direction aménagement environnement et connaissance du territoire

Par délibération n°CC.2012.137 du 17 décembre 2012, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a créé un poste de chargé d'études en urbanisme, ouvert sur le grade de technicien principal de 2^{ème} classe. La mission principale de ce poste consiste à la coordination de la mission aménagement/développement de la communauté d'agglomération, en liaison avec les partenaires institutionnels. L'agent recruté contribue à la conduite des opérations communautaires d'urbanisme opérationnel (études, suivi, montage de dossier...) sur les 24 communes de la CASA.

Au regard de l'évolution et du renforcement de cette fonction au sein de la direction, il convient d'ouvrir cet emploi au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Ce poste sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou un lauréat inscrit sur la liste d'aptitude suite à la réussite au concours d'ingénieur. Cependant en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe du grade d'ingénieur ou de disposer d'une formation en urbanisme et d'une expérience professionnelle en urbanisme opérationnel et en montage d'opérations.

Le contrat serait pris en application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur un emploi de niveau de catégorie A. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

2/ RECRUTEMENTS AVEC CREATIONS DE POSTES

Pour la direction du développement économique

Le comité technique du 21 mars 2016 a validé la réorganisation de la direction du développement économique impliquant la création d'un emploi.

La CASA souhaite renforcer sa politique économique en faveur de la technopole, notamment concevoir et faire fonctionner le « guichet d'accueil entreprises » proposant un « bouquet multiservices » à même de répondre aux différentes problématiques rencontrées par les entreprises de Sophia Antipolis souhaitant s'implanter ou se développer.

L'objectif est également de rationaliser la gestion des partenariats stratégiques, financiers et opérationnels de la CASA avec les acteurs économiques et les entreprises en lien avec la Région PACA. Il s'agit de faire émerger une offre plus lisible en capital-risque et développement au profit des entreprises sophipolitaines en lien avec la Région et les acteurs économiques publics et privés. La CASA souhaite accompagner le renforcement et la diversification de la chaîne de l'innovation et faire de Sophia Antipolis un territoire d'expérimentation (accès aux données publiques, soutien aux projets collaboratifs).

Dès lors, il convient de créer un poste de chargé de développement thématique « réseaux et écosystèmes à Sophia Antipolis ».

Ce poste relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Il sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou par un lauréat inscrit sur liste d'aptitude suite à réussite au concours d'attaché. Cependant en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe du grade d'attaché ou de disposer d'une formation supérieure dans le domaine du développement économique, et d'une expérience professionnelle significative dans ce secteur. Le contrat serait pris en application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur un emploi de niveau de catégorie A. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

Pour la direction des ressources humaines

Dans le cadre du processus de mutualisation engagé par la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, la direction des ressources humaines se dote d'une nouvelle organisation avec la création d'un emploi de directeur des ressources humaines mutualisé.

Ce poste relève du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux. Il sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou par un lauréat inscrit sur liste d'aptitude suite à réussite au concours d'administrateur. Cependant, en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe d'administrateur ou de disposer d'une formation supérieure dans le domaine des ressources humaines et d'une expérience professionnelle significative dans ce secteur.

Le contrat serait pris en application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur un emploi de niveau de catégorie A. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

3/ CREATION DE LA DIRECTION COMMUNICATION - PRESSE

Il a été décidé lors du comité technique du 21 mars 2016 de la transformation du service communication de la CASA en direction de la communication - presse. Cette transformation répond à une croissance de l'activité communication. Conformément aux souhaits des élus et à la montée en puissance de l'intercommunalité, cette activité prend une part toujours plus importante.

Par ailleurs, en prévision du transfert de la compétence tourisme vers la CASA, il est impératif de développer l'activité de la communication.

Dans cet objectif, il est nécessaire de redimensionner le service communication actuel, composé de deux chargés de communication et d'une secrétaire administrative, en le faisant évoluer en une direction.

A cette fin, un poste déjà inscrit au tableau des effectifs devra être transformé et un autre poste devra être créé.

- La transformation au tableau des effectifs concerne l'emploi de directeur de la communication, qu'il convient d'ouvrir au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux. Il sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou par un lauréat inscrit sur liste d'aptitude suite à réussite au concours d'administrateur. Cependant, en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe d'administrateur ou de disposer d'une formation supérieure en communication, et d'une expérience professionnelle significative dans ce domaine.

Le contrat serait pris en application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur un emploi de niveau de catégorie A. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

- La création au tableau des effectifs concerne l'emploi de responsable de gestion chargé de l'iconographie et de l'infographie. La mission principale de ce poste est la création graphique de tous les supports de communication de la CASA (affiches, plaquettes, livrets, journaux, prises de vue et définition d'images).

Ce poste relève du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Il sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou par un lauréat inscrit sur liste d'aptitude suite à réussite au concours de rédacteur. Cependant en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe de rédacteur ou de disposer d'une formation en communication et graphisme, et d'une expérience professionnelle significative dans ce domaine.

Le contrat serait pris en application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur la vacance d'un emploi permanent qui ne peut être pourvu par un fonctionnaire. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

Les missions des postes existants sont redimensionnées comme suit :

- Un poste de chargé de communication est redimensionné en tant que responsable de service, en charge de l'organisation opérationnelle des opérations de communication et d'information de la CASA, du suivi des dossiers et des relations avec les directions, de la mise en œuvre des réseaux sociaux d'information de la CASA et de la refonte du site internet.

Ce poste relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Il sera pourvu prioritairement par un titulaire de la fonction publique territoriale ou par un lauréat inscrit sur liste d'aptitude suite à réussite au concours d'attaché. Cependant en cas de difficulté pour pourvoir cet emploi selon ces dispositions, il pourra être fait appel à un agent contractuel. Ce dernier devra être en possession d'un titre ou diplôme lui permettant de s'inscrire au concours externe d'attaché ou de disposer d'une formation supérieure en communication et graphisme, et d'une expérience professionnelle significative dans ce domaine.

Le contrat serait pris en application de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 sur un emploi de niveau de catégorie A. La rémunération statutaire tiendrait compte de l'expérience professionnelle et le régime indemnitaire délibéré par l'établissement serait attribué au regard de la fonction occupée et de l'expérience acquise.

- Un poste de chargé de communication est redimensionné en emploi de gestionnaire de communication. Il aura en charge le suivi opérationnel, infographique, et la mise en œuvre logistique d'opérations promotionnelles, de conférences de presse et de manifestations CASA.

Ce poste relève de la catégorie C des filières administratives ou techniques.

- Le poste de secrétaire administratif devient un emploi de gestionnaire administratif chargé du suivi du budget, des marchés et facturations, et d'apporter une assistance sur les manifestations et opérations CASA.

Ce poste relève du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

4/ TABLEAUX DES EFFECTIFS

EMPLOIS PERMANENTS (modifications)

GRADES OU EMPLOIS	Total des effectifs au 15/02/2016	GRADES OU EMPLOIS	Modifications du tableau au 11/04/2016		
			Suppression de poste	Création de poste	Total
<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>		<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>			
Administrateur	3	Administrateur	-1	+2	5
Directeur	5	Directeur			4
Attaché	18	Attaché		+1	19
Rédacteur	25	Rédacteur		+1	26
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>		<u>FILIERE TECHNIQUE</u>			
Ingénieur	12	Ingénieur	-1	+1	13
Technicien principal 2e classe	9	Technicien principal 2e classe			8

EMPLOIS ACCESSOIRES ET OCCASIONNELS (ajout)

Directions	Missions / objectifs	Date de création	Emploi	Volume	% temps ou taux de vacation (brut/horaire)
Direction Déplacements Infrastructures et Risques Direction Aménagement Environnement et Connaissance du Territoire	Missions d'expertise et d'appui liées aux états des lieux / inventaires et au développement des missions du SYMISA	Avril 2015	Expert vacataire	46,66 heures/mois Jusqu'au 31/12/2016	50 € /heure

EMPLOIS TEMPORAIRES ET SAISONNIERS (modification et ajout)

Directions	Missions / objectifs	Dates de création	Emploi	Volume	Rémunération de référence
Direction Envinet	Pallier à l'accroissement d'activité du ramassage des ordures ménagères durant la période estivale et de vacances scolaires	Mars 2003	Contractuels saisonniers (art. 3 2° de la loi du 26 janvier 1984)	Enveloppe de 140 mois en 2016	Rémunération adossée à la grille indiciaire des adjoints techniques territoriaux
Direction Envinet	Mise en œuvre des actions du Plan de Relance de la Collecte Sélective, éco-emballage soutient le recrutement de deux ambassadeurs du tri (suivi des collectes sélectives, sensibilisation des habitants, animations et suivi des évènements...)	Avril 2016	Contractuels en accroissement temporaire d'activité (art. 3 1° de la loi du 26 janvier 1984)	2 emplois de 10 mois, du 01/03/2016 au 31/12/2016, financés à 100 % par éco-emballage	Rémunération adossée à la grille indiciaire des adjoints territoriaux d'animation

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la suppression d'un emploi de technicien principal de 2^{ème} classe au profit de la création d'un emploi d'ingénieur pour la direction aménagement environnement et connaissance du territoire ;
- d'approuver la création d'un emploi d'attaché pour la direction du développement économique ;
- d'approuver la création d'un emploi d'administrateur pour la direction des ressources humaines ;
- d'approuver la création de la direction de la communication-presse impliquant la suppression d'un emploi de directeur au profit de la création d'un emploi d'administrateur ainsi que la création d'un emploi de rédacteur ;
- d'approuver les modifications des tableaux des effectifs, des emplois accessoires et occasionnels et des emplois temporaires et saisonniers ci-dessus ;
- de prévoir les crédits nécessaires liés à ces créations et modifications d'emplois.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, Adopte la délibération à : 65 VOIX POUR, et 2 ABSTENTIONS de Madame Anne Chevalier qui a reçu procuration de Monsieur Lionel Tivoli, DECIDE :

- d'approuver la suppression d'un emploi de technicien principal de 2^{ème} classe au profit de la création d'un emploi d'ingénieur pour la direction aménagement environnement et connaissance du territoire ;
- d'approuver la création d'un emploi d'attaché pour la direction du développement économique ;
- d'approuver la création d'un emploi d'administrateur pour la direction des ressources humaines ;
- d'approuver la création de la direction de la communication-presse impliquant la suppression d'un emploi de directeur au profit de la création d'un emploi d'administrateur ainsi que la création d'un emploi de rédacteur ;
- d'approuver les modifications des tableaux des effectifs, des emplois accessoires et occasionnels et des emplois temporaires et saisonniers ci-dessus ;
- de prévoir les crédits nécessaires liés à ces créations et modifications d'emplois.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/04/2016
Numéro : CC.2016.044
Nature : DE - Deliberations
Objet : Ajustement du tableau des effectifs
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487970
Référence envoi : IDF2016-04-28T15-00-46.00
Envoyé le : 28/04/2016
à (TU) : 13h00:57

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/04/2016
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI_5940-DE

Acte reçu

Date : 11/04/2016
Numéro interne : AOI_5940
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 1
Objet : Ajustement du tableau des effectifs
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160411-AOI_5940-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 0